

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le vice- premier ministre et ministre de l'Intérieur,
J. JAMBON

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
Th. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 K 1310

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De vice- eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie
Th. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 K 1310

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11510]

18 DECEMBRE 2015. — Loi transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Transposition de la Directive*

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil. La transposition de la Directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la Directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes interviendra à un stade ultérieur.

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code des sociétés*

Art. 3. L'article 15 du Code des sociétés, modifié en dernier lieu par l'article 3 de la loi du 23 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 15. § 1^{er}. Les petites sociétés sont les sociétés dotées de la personnalité juridique qui, à la date de bilan du dernier exercice clôturé, ne dépassent pas plus d'une des limites suivantes :

- nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle: 50;
- chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée: 9 000 000 euros;
- total du bilan: 4 500 000 euros.

§ 2. Le fait de dépasser ou de ne plus dépasser plus d'un des critères visés au paragraphe 1^{er} n'a d'incidence que si cette circonstance se produit pendant deux exercices consécutifs. Dans ce cas, les conséquences de ce dépassement s'appliqueront à partir de l'exercice suivant

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11510]

18 DECEMBER 2015. — Wet tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Omzetting van de Richtlijn*

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad. De Richtlijn 2014/95/UE van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 tot wijziging van Richtlijn 2013/34/EU met betrekking tot de bekendmaking van niet-financiële informatie en informatie inzake diversiteit door bepaalde grote ondernemingen en groepen zal in een later stadium worden omgezet.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen*

Art. 3. Artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen, laatst gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 23 december 2005, wordt vervangen als volgt :

“Art. 15. § 1. Kleine vennootschappen zijn deze vennootschappen met rechtspersoonlijkheid die op balansdatum van het laatst afgesloten boekjaar, niet meer dan één der volgende criteria overschrijden :

- jaargemiddelde van het personeelsbestand: 50;
- jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde: 9 000 000 euro;
- balanstotaal: 4 500 000 euro.

§ 2. Wanneer meer dan één van de in paragraaf 1 bedoelde criteria worden overschreden of niet meer worden overschreden, heeft dit slechts gevolgen wanneer dit zich gedurende twee achtereenvolgende boekjaren voordoet. De gevolgen gaan in dat geval in vanaf het

l'exercice au cours duquel, pour la deuxième fois, plus d'un des critères ont été dépassés ou ne sont plus dépassés.

§ 3. L'application des critères fixés au paragraphe 1^{er} aux sociétés qui commencent leurs activités fait l'objet d'estimations de bonne foi au début de l'exercice. S'il ressort de cette estimation que plus d'un des critères seront dépassés au cours du premier exercice, il faut en tenir compte dès ce premier exercice.

§ 4. Lorsque l'exercice a exceptionnellement une durée inférieure ou supérieure à douze mois, cette durée ne pouvant pas dépasser vingt-quatre mois moins un jour calendrier, le montant du chiffre d'affaires à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, visé au paragraphe 1^{er}, est multiplié par une fraction dont le dénominateur est douze et le numérateur le nombre de mois compris dans l'exercice considéré, tout mois commencé étant compté pour un mois complet.

§ 5. La moyenne des travailleurs occupés, visée au paragraphe 1^{er}, est le nombre moyen des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein inscrits à la banque de données DIMONA conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, à la fin de chaque mois de l'exercice, ou lorsque l'emploi ne relève pas du champ d'application de cet arrêté royal, le nombre moyen des travailleurs occupés à temps plein inscrits au registre général du personnel ou dans un document équivalent à la fin de chaque mois de l'exercice considéré.

Le nombre des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein est égal au volume de travail exprimé en équivalents occupés à temps plein, à calculer pour les travailleurs occupés à temps partiel sur la base du nombre conventionnel d'heures à prester par rapport à la durée normale de travail d'un travailleur à temps plein comparable (travailleur de référence).

Lorsque plus de la moitié des produits résultant de l'activité normale d'une société sont des produits non visés par la définition du poste "chiffre d'affaires", il y a lieu, pour l'application du paragraphe 1^{er}, d'entendre par "chiffre d'affaires", le total des produits d'exploitation et financiers à l'exclusion des produits non récurrents.

Le total du bilan visé au paragraphe 1^{er} est la valeur comptable totale de l'actif tel qu'il apparaît au schéma du bilan qui est déterminé par arrêté royal pris en exécution de l'article 92, § 1^{er}. Le chiffre d'affaires visé aux paragraphes 1^{er}, 4 et 5 est le montant tel que défini par cet arrêté royal.

§ 6. Dans le cas d'une société liée à une ou plusieurs autres, au sens de l'article 11, les critères en matière de chiffre d'affaires et de total du bilan, visés au paragraphe 1^{er}, sont déterminés sur une base consolidée. Quant au critère en matière de travailleurs occupés, le nombre de travailleurs, calculé selon les dispositions du paragraphe 5, occupés en moyenne annuelle par chacune des sociétés liées est additionné.

Si, lors du calcul des seuils indiqués au paragraphe 1^{er}, les calculs définis par arrêté royal pris en exécution de l'article 117, § 1^{er}, et toute élimination qui en découle ne sont pas effectués, ces seuils relatifs au total du bilan et au chiffre d'affaires net sont augmentés de vingt pour cent.

§ 7. Le paragraphe 6 n'est pas applicable à d'autres sociétés que les sociétés mères au sens de l'article 6, 1^o, sauf si de telles sociétés sont constituées à seule fin d'éviter le rapportage d'informations.

Pour l'application du présent paragraphe et du paragraphe 6, les sociétés constituant un consortium tel que visé à l'article 10 sont assimilées à une société mère.

§ 8. Le Roi peut modifier les chiffres prévus au paragraphe 1^{er} ainsi que les modalités de leur calcul. Ces arrêtés royaux sont pris après délibération en Conseil des ministres et sur avis du Conseil central de l'économie. L'avis du Conseil national du travail est en outre demandé pour la modification du paragraphe 5, alinéas 1^{er} et 2^o.

boekjaar dat volgt op het boekjaar gedurende hetwelk meer dan één van de criteria voor de tweede keer werden overschreden of niet meer werden overschreden.

§ 3. Voor vennootschappen die met hun bedrijf starten, worden voor de toepassing van de in paragraaf 1 vermelde criteria, deze cijfers bij het begin van het boekjaar te goeder trouw geschat. Indien uit deze schatting blijkt dat meer dan één van de criteria zullen overschreden worden gedurende het eerste boekjaar, moet daar voor dat eerste boekjaar meteen rekening mee worden gehouden.

§ 4. Heeft het boekjaar uitzonderlijk een duur van minder of meer dan twaalf maanden, waarbij deze duur niet langer kan zijn dan vierentwintig maanden min één kalenderdag, dan wordt het bedrag van de omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde bedoeld in paragraaf 1, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer twaalf is en de teller het aantal maanden van het betrokken boekjaar, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt geteld.

§ 5. Het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers, bedoeld in paragraaf 1, is het gemiddelde van het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten dat is geregistreerd in de DIMONA-databank overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, per einde van elke maand van het boekjaar, of indien de tewerkstelling niet behoort tot het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit, het gemiddelde aantal tewerkgestelde werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten van de in het algemene personeelsregister of een gelijkwaardig document ingeschreven werknemers per einde van elke maand van het beschouwde boekjaar.

Het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten is gelijk aan het arbeidsvolume uitgedrukt in voltijdse tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het conventioneel aantal te presteren uren, gerelateerd ten opzichte van de normale arbeidsduur van een vergelijkbare voltijdse werknemer (referentiewerknemer).

Wanneer de opbrengsten die voortspruiten uit het gewoon bedrijf van een vennootschap voor meer dan de helft bestaan uit opbrengsten die niet aan de omschrijving beantwoorden van de post "omzet", dan moet voor de toepassing van paragraaf 1 onder omzet worden verstaan: het totaal van de bedrijfs- en financiële opbrengsten met uitsluiting van de niet-recurrente opbrengsten.

Het in paragraaf 1 bedoelde balanstotaal is de totale boekwaarde van de activa zoals ze blijkt uit het balansschema dat vastgesteld is bij koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 92, § 1. De omzet bedoeld in de paragrafen 1, 4 en 5 is het bedrag zoals bepaald door dit koninklijk besluit.

§ 6. Als de vennootschap met één of meer andere vennootschappen verbonden is in de zin van artikel 11, worden de criteria inzake omzet en balanstotaal bedoeld in paragraaf 1 berekend op geconsolideerde basis. Wat het criterium personeelsbestand betreft, wordt het aantal werknemers, berekend volgens de bepalingen van paragraaf 5, opgeteld dat door elk van de betrokken verbonden vennootschappen jaarlijks gemiddeld wordt tewerkgesteld.

Indien, bij de berekening van de in paragraaf 1 genoemde grensbedragen, de in het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 117, § 1, bedoelde verrekeningen en elke daaruit voortvloeiende weglating niet worden verricht, dan worden deze grensbedragen betreffende het balanstotaal en de netto-omzet vermeerderd met twintig procent.

§ 7. Paragraaf 6 vindt geen toepassing op andere vennootschappen dan moedervernootschappen in de zin van artikel 6, 1^o, behalve indien dergelijke vennootschappen zijn opgericht met als enig doel de verslaggeving van bepaalde informatie te ontwijken.

Voor de toepassing van deze paragraaf en paragraaf 6 worden vennootschappen die een consortium vormen zoals bepaald in artikel 10, gelijkgesteld met een moedervernootschap.

§ 8. De Koning kan de in paragraaf 1 vermelde cijfers en de wijze waarop ze worden berekend, wijzigen. Deze koninklijke besluiten worden genomen na overleg in de Ministerraad en na advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven. Voor de wijziging van paragraaf 5, eerste en tweede lid, wordt bovendien het advies van de Nationale Arbeidsraad gevraagd."

Art. 4. Dans le livre I, titre II, chapitre III, section 1^{re}, du même Code il est inséré un article 15/1, rédigé comme suit:

“Art. 15/1. § 1^{er}. Les microsociétés sont les petites sociétés dotées de la personnalité juridique qui à la date de clôture des comptes ne sont pas une société filiale ou une société mère et qui ne dépassent pas plus d’une des limites suivantes:

- nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle: 10;
- chiffre d’affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée: 700 000 euros;
- total du bilan: 350 000 euros.

§ 2. Le fait de dépasser ou de ne plus dépasser plus d’un des critères visés au paragraphe 1^{er} n’a d’incidence que si cette circonstance se produit pendant deux exercices consécutifs. Dans ce cas, les conséquences de ce dépassement s’appliqueront à partir de l’exercice suivant l’exercice au cours duquel, pour la deuxième fois, plus d’un des critères ont été dépassés ou ne sont plus dépassés.

§ 3. L’application des critères fixés au paragraphe 1^{er} aux sociétés qui commencent leurs activités fait l’objet d’estimations de bonne foi au début de l’exercice. S’il ressort de cette estimation que plus d’un des critères seront dépassés au cours du premier exercice, il faut en tenir compte dès ce premier exercice.

§ 4. Lorsque l’exercice a exceptionnellement une durée inférieure ou supérieure à douze mois, cette durée ne pouvant pas dépasser vingt-quatre mois moins un jour calendrier, le montant du chiffre d’affaires à l’exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, visé au paragraphe 1^{er}, est multiplié par une fraction dont le dénominateur est douze et le numérateur le nombre de mois compris dans l’exercice considéré, tout mois commencé étant compté pour un mois complet.

§ 5. La moyenne des travailleurs occupés, visée au paragraphe 1^{er}, est le nombre moyen des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein inscrits à la banque de données DIMONA conformément à l’arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l’emploi, en application de l’article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, à la fin de chaque mois de l’exercice, ou lorsque l’emploi ne relève pas du champ d’application de cet arrêté royal, le nombre moyen des travailleurs occupés exprimé en équivalents à temps plein inscrits au registre général du personnel ou dans un document équivalent à la fin de chaque mois de l’exercice considéré.

Le nombre des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein est égal au volume de travail exprimé en équivalents occupés à temps plein, à calculer pour les travailleurs occupés à temps partiel sur la base du nombre conventionnel d’heures à prester par rapport à la durée normale de travail d’un travailleur à temps plein comparable (travailleur de référence).

Lorsque plus de la moitié des produits résultant de l’activité normale d’une société sont des produits non visés par la définition du poste “chiffre d’affaires”, il y a lieu, pour l’application du paragraphe 1^{er}, d’entendre par “chiffre d’affaires”, le total des produits d’exploitation et financiers à l’exclusion des produits non récurrents.

Le total du bilan visé au paragraphe 1^{er} est la valeur comptable totale de l’actif tel qu’il apparaît au schéma du bilan qui est déterminé par arrêté royal pris en exécution de l’article 92, § 1^{er}. Le chiffre d’affaires visé aux paragraphes 1^{er}, 4 et 5 est le montant tel que défini par cet arrêté royal.

§ 6. Le Roi peut modifier les chiffres prévus au paragraphe 1^{er} ainsi que les modalités de leur calcul. Ces arrêtés royaux sont pris après délibération en Conseil des ministres et sur avis du Conseil central de l’économie. L’avis du Conseil national du travail est en outre demandé pour la modification du paragraphe 5, alinéas 1^{er} et 2^o.

Art. 5. Dans le livre I^{er}, titre II, chapitre III du même Code, l’intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit:

“Section II. Groupes de taille réduite”.

Art. 6. L’article 16 du même Code, modifié en dernier lieu par l’article 3 de l’arrêté royal du 25 mai 2005, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 16. § 1^{er}. Une société et ses filiales, ou les sociétés qui constituent ensemble un consortium, sont considérées comme formant un groupe de taille réduite avec ses filiales lorsque ces sociétés, sur une base

Art. 4. In boek I, titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 15/1. § 1. Microvennootschappen zijn kleine vennootschappen met rechtspersoonlijkheid die op datum van de jaarafsluiting geen dochtervennootschap of moedervennootschap zijn en die niet meer dan één der volgende criteria overschrijden:

- jaargemiddelde van het personeelsbestand: 10;
- jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde: 700 000 euro;
- balanstotaal: 350 000 euro.

§ 2. Wanneer meer dan één van de in paragraaf 1 bedoelde criteria worden overschreden of niet meer worden overschreden, heeft dit slechts gevolgen wanneer dit zich gedurende twee achtereenvolgende boekjaren voordoet. De gevolgen gaan in dat geval in vanaf het boekjaar dat volgt op het boekjaar gedurende hetwelk meer dan één van de criteria voor de tweede keer werden overschreden of niet meer werden overschreden.

§ 3. Voor vennootschappen die met hun bedrijf starten, worden voor de toepassing van de in paragraaf 1 vermelde criteria, deze cijfers bij het begin van het boekjaar te goeder trouw geschat. Indien uit deze schatting blijkt dat meer dan één van de criteria zullen overschreden worden gedurende het eerste boekjaar, moet daar voor dat eerste boekjaar meteen rekening mee worden gehouden.

§ 4. Heeft het boekjaar uitzonderlijk een duur van minder of meer dan twaalf maanden, waarbij deze duur niet langer kan zijn dan vierentwintig maanden min één kalenderdag, dan wordt het bedrag van de omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde bedoeld in paragraaf 1, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer twaalf is en de teller het aantal maanden van het beschouwde boekjaar, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt geteld.

§ 5. Het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers bedoeld in paragraaf 1 is het gemiddelde van het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten dat is geregistreerd in de DIMONA-databank overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, per einde van elke maand van het boekjaar, of indien de tewerkstelling niet behoort tot het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit, het gemiddelde aantal tewerkgestelde werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten van de in het algemeen personeelsregister of een gelijkwaardig document ingeschreven werknemers per einde van elke maand van het beschouwde boekjaar.

Het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten is gelijk aan het arbeidsvolume teruggebracht tot voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het conventioneel aantal te presteren uren, gerelateerd ten opzichte van de normale arbeidsduur van een vergelijkbare voltijdse werknemer (referentiewerknemer).

Wanneer de opbrengsten die voortspuiten uit het gewoon bedrijf van een vennootschap voor meer dan de helft bestaan uit opbrengsten die niet aan de omschrijving beantwoorden van de post “omzet”, dan moet voor de toepassing van paragraaf 1 onder omzet worden verstaan: het totaal van de bedrijfs- en financiële opbrengsten met uitsluiting van de niet-recurrente opbrengsten.

Het in paragraaf 1 bedoelde balanstotaal is de totale boekwaarde van de activa zoals ze blijkt uit het balansschema dat vastgesteld is bij koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 92, § 1. De omzet bedoeld in de paragrafen 1, 4 en 5 is het bedrag zoals bepaald door dit koninklijk besluit.

§ 6. De Koning kan de in paragraaf 1 vermelde cijfers en de wijze waarop ze worden berekend, wijzigen. Deze koninklijke besluiten worden genomen na overleg in de Ministerraad en na advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven. Voor de wijziging van paragraaf 5, eerste en tweede lid, wordt bovendien het advies van de Nationale Arbeidsraad gevraagd.”.

Art. 5. In boek I, titel II, hoofdstuk III van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt:

“Afdeling II. Groepen van beperkte omvang”.

Art. 6. Artikel 16 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 mei 2005, wordt vervangen als volgt:

“Art. 16. § 1. Een vennootschap samen met haar dochtervennootschappen, of vennootschappen die samen een consortium uitmaken, worden geacht een groep van beperkte omvang te vormen, indien deze

consolidée, elles ne dépassent pas plus d'une des limites suivantes:

- personnel occupé, en moyenne annuelle: 250;
- chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée: 34 000 000 euros;
- total du bilan: 17 000 000 euros.

§ 2. Les chiffres visés au paragraphe 1^{er} sont vérifiés à la date de clôture des comptes annuels de la société consolidante, sur la base des derniers comptes annuels arrêtés des sociétés à comprendre dans la consolidation.

Le fait de dépasser ou de ne plus dépasser plus d'un des critères visés au paragraphe 1^{er} n'a incidence que si cette circonstance se produit pendant deux exercices consécutifs. Dans ce cas, les conséquences de ce dépassement s'appliqueront à partir de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel, pour la deuxième fois, plus d'un des critères ont été dépassés ou ne sont plus dépassés.

§ 3. La moyenne des travailleurs occupés, visée au paragraphe 1^{er}, est le nombre moyen des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein inscrits à la banque de données DIMONA conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, à la fin de chaque mois de l'exercice, ou lorsque l'emploi ne relève pas du champ d'application de cet arrêté royal, le nombre moyen des travailleurs occupés exprimé en équivalents à temps plein, inscrits au registre général du personnel ou dans un document équivalent à la fin de chaque mois de l'exercice considéré.

Le nombre des travailleurs en équivalents temps plein est égal au volume de travail exprimé en équivalents occupés à temps plein, à calculer pour les travailleurs occupés à temps partiel sur la base du nombre contractuel d'heures à prester par rapport à la durée normale de travail d'un travailleur à temps plein comparable (travailleur de référence).

Lorsque plus de la moitié des produits résultant de l'activité normale d'une société sont des produits non visés par la définition du poste "chiffre d'affaires", il y a lieu, pour l'application du paragraphe 1^{er}, d'entendre par "chiffre d'affaires", le total des produits d'exploitation et financiers à l'exclusion des produits non récurrents.

Le total du bilan visé au paragraphe 1^{er} est la valeur comptable totale de l'actif tel qu'il apparaît au schéma du bilan qui est déterminé par arrêté royal pris en exécution de l'article 117, § 1^{er}.

Si, lors du calcul des seuils indiqués au paragraphe 1^{er}, les calculs définis par arrêté royal en vertu de l'article 117, § 1^{er} et toute élimination qui en découle ne sont pas effectués, ces seuils relatifs au total du bilan et au chiffre d'affaires net sont augmentés de vingt pour cent.

§ 4. Le Roi peut modifier les chiffres prévus au paragraphe 1^{er}, ainsi que les modalités de leur calcul. Ces arrêtés royaux sont pris après délibération en Conseil des ministres et sur avis du Conseil central de l'économie."

Art. 7. L'article 76, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par la phrase suivante:

"Les tiers sont censés avoir pris connaissance des comptes annuels concernés si, et à partir du moment où, ces comptes annuels sont publiés sur le site de la Banque nationale de Belgique."

Art. 8. À l'article 92, § 3, du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 160 de la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 4° est remplacé par ce qui suit:

"4° aux entreprises d'investissement visées à l'article 44 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, à l'exclusion des établissements visés à l'article 45 de cette loi;"

2° le l'article est complété par un 6°, rédigé comme suit:

"6° aux organismes de liquidation tels que visés à l'article 23, § 1^{er} de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, qui ne sont pas d'établissements de crédit établis en Belgique, et aux organismes assimilés à des organismes de liquidation déterminés par le Roi en application de l'article 23, § 7, de la même loi."

vennootschappen samen, op geconsolideerde basis, niet meer dan één van de volgende criteria overschrijden:

- jaargemiddelde van het personeelsbestand: 250;
- jaarmzet, exclusief belasting over de toegevoegde waarde: 34 000 000 euro;
- balanstotaal: 17 000 000 euro.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde cijfers worden getoetst op de datum van de afsluiting van de jaarrekening van de consoliderende vennootschap, op basis van de laatste opgemaakte jaarrekeningen van de te consolideren vennootschappen.

Wanneer meer dan één van de in paragraaf 1 bedoelde criteria worden overschreden of niet meer worden overschreden, heeft dit slechts gevolgen wanneer dit zich gedurende twee achtereenvolgende boekjaren voordoet. De gevolgen gaan in dat geval in vanaf het boekjaar dat volgt op het boekjaar gedurende hetwelk meer dan één van de criteria voor de tweede keer werden overschreden of niet meer werden overschreden.

§ 3. Het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers bedoeld in paragraaf 1 is het gemiddelde van het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten dat is geregistreerd in de DIMONA-databank overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, per einde van elke maand van het boekjaar, of indien de tewerkstelling niet behoort tot het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit, het gemiddelde aantal tewerkgestelde werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten van de in het algemene personeelsregister of een gelijkwaardig document ingeschreven werknemers per einde van elke maand van het beschouwde boekjaar.

Het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten is gelijk aan het arbeidsvolume teruggebracht tot voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het conventioneel aantal te presteren uren, gerelateerd ten opzichte van de normale arbeidsduur van een vergelijkbare voltijdse werknemer (referentiewerknemer).

Wanneer de opbrengsten die voortspruiten uit het gewoon bedrijf van een vennootschap voor meer dan de helft bestaan uit opbrengsten die niet aan de omschrijving beantwoorden van de post "omzet", dan moet voor de toepassing van paragraaf 1 onder omzet worden verstaan: het totaal van de bedrijfs- en financiële opbrengsten met uitsluiting van de niet-recurrerende opbrengsten.

Het in paragraaf 1 bedoelde balanstotaal is de totale boekwaarde van de activa zoals ze blijkt uit het balansschema dat vastgesteld is bij koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 117, § 1.

Indien, bij de berekening van de in paragraaf 1 genoemde grensbedragen, de in het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 117, § 1 bedoelde verrekeningen en elke daaruit voortvloeiende weglating niet worden verricht, dan worden deze grensbedragen betreffende het balanstotaal en de netto-omzet vermeerderd met twintig procent.

§ 4. De Koning kan de in paragraaf 1 vermelde cijfers en de wijze waarop ze worden berekend, wijzigen. Deze koninklijke besluiten worden genomen na overleg in de Ministerraad en na advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven."

Art. 7. Artikel 76, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met de volgende zin:

"Derden worden geacht kennis te hebben genomen van de betreffende jaarrekening indien en vanaf het ogenblik dat deze jaarrekening is bekendgemaakt op de website van de Nationale Bank van België."

Art. 8. In artikel 92, § 3, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 160 van de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt:

"4° beleggingsondernemingen bedoeld bij artikel 44 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, met uitsluiting van de instellingen bedoeld bij artikel 45 van deze wet;"

2° het artikel wordt aangevuld met een 6°, luidende:

"6° vereffeningsinstellingen bedoeld in artikel 23, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, die geen in België gevestigde kredietinstellingen zijn, en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen die door de Koning zijn aangeduid met toepassing van artikel 23, § 7, van dezelfde wet."

Art. 9. L'article 93, alinéa 3, 1°, du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 3 de la loi du 13 janvier 2006, est remplacé par ce qui suit:

“1° aux sociétés visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4° et 6°;”.

Art. 10. Dans le livre IV, titre VI, chapitre I^{er}, section I^{re}, du même Code, il est inséré un article 93/1, rédigé comme suit:

“Art. 93/1. Les microsociétés telles que visées à l'article 15/1 ont la faculté d'établir leurs comptes annuels selon un microschéma fixé par le Roi.

Les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple dont le chiffre d'affaires du dernier exercice, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, n'excède pas un montant fixé par le Roi, ont la faculté de ne pas établir des comptes annuels selon les règles établies par le Roi en vertu de l'article 92, § 1^{er}.

L'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 ne s'appliquent pas:

1° aux sociétés visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4° et 6°;

2° aux sociétés dont l'objet est le prêt hypothécaire.”.

Art. 11. Dans l'article 94 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 4 de la loi du 13 janvier 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “La présente section n'est pas applicable:” sont remplacés par les mots “Sauf s'il s'agit des sociétés telles que visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4° ou 6°, la présente section n'est pas applicable:”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “§ 1^{er}” sont insérés entre les mots “l'article 96,” et les mots “6°, dans l'annexe”.

Art. 12. Dans l'article 96, § 3, alinéa 2, 5° du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 3 de la loi du 6 avril 2010, les mots “l'entreprise” sont remplacés par les mots “la société”.

Art. 13. Dans le livre IV, chapitre I^{er} du même Code, il est inséré une section II/1, comprenant les articles 96/1 et 96/2, rédigée comme suit:

“Section II/1. Le rapport sur les paiements aux gouvernements.

Art. 96/1. Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par:

1° société active dans les industries extractives: une société dont tout ou partie des activités consiste en l'exploration, la prospection, la découverte, l'exploitation et l'extraction de gisements de minerais, de pétrole, de gaz naturel ou d'autres matières, relevant des activités économiques énumérées à la section B, divisions 05 à 08 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la classification statistique des activités économiques NACE Rév. 2;

2° société active dans l'exploitation des forêts primaires: une société exerçant, dans les forêts primaires, des activités visées à la section A, division 02, groupe 02.2, de la même annexe.

Art. 96/2. § 1^{er}. Les sociétés cotées telles que visées à l'article 4, les sociétés telles que visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4° et 6°, ainsi que les sociétés qui dépassent plus d'un des critères mentionnés à l'article 16, § 1^{er}, à condition que les critères soient calculés sur base individuelle, sauf s'il s'agit d'une société-mère et qui sont actives dans les industries extractives ou l'exploitation des forêts primaires au sens de l'article 96/1, sont tenus d'établir chaque année un rapport sur les paiements aux gouvernements dont la forme et le contenu sont définis par le Roi.

Sauf s'il s'agit des sociétés telles que visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4°, ou 6°, la présente section n'est pas applicable:

1° aux sociétés en nom collectif, aux sociétés en commandite simple et aux sociétés coopératives à responsabilité illimitée dont tous les associés à responsabilité illimitée sont des personnes physiques;

2° aux groupements d'intérêt économique;

3° aux sociétés agricoles;

4° aux sociétés relevant du droit d'un État membre de l'Union européenne qui sont des filiales ou des sociétés mères lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a) la société mère relève du droit d'un État membre de l'Union européenne;

Art. 9. Artikel 93, derde lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 13 januari 2006, wordt vervangen als volgt:

“1° de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° en 6° bedoelde vennootschappen;”.

Art. 10. In boek IV, titel VI, hoofdstuk I, afdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 93/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 93/1. De microvennootschappen bedoeld in artikel 15/1 kunnen hun jaarrekening opstellen volgens een door de Koning vastgesteld microschemata.

De vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen waarvan de omzet over het laatste boekjaar, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, een door de Koning bepaald bedrag niet overschrijdt, behoeven geen jaarrekening op te stellen volgens de regels die de Koning heeft vastgesteld overeenkomstig artikel 92, § 1.

Het eerste en het tweede lid zijn niet van toepassing op:

1° de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° en 6° bedoelde vennootschappen;

2° vennootschappen die een onderneming van hypothecair krediet tot voorwerp hebben.”.

Art. 11. In artikel 94 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 13 januari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “Deze afdeling is niet van toepassing op:” vervangen door de woorden “Tenzij het gaat om één van de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° of 6° bedoelde vennootschappen is deze afdeling niet van toepassing op:”;

2° in het tweede lid worden de woorden “§ 1,” toegevoegd tussen de woorden “artikel 96,” en de woorden “6°, evenwel”.

Art. 12. In artikel 96, § 3, tweede lid, 5°, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 6 april 2010, wordt het woord “onderneming” vervangen door het woord “vennootschap”.

Art. 13. In boek IV, titel VI, hoofdstuk I van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling II/1 ingevoegd dat de artikelen 96/1 en 96/2 bevat, luidende:

“Afdeling II/1. Het verslag van betalingen aan overheden.

Art. 96/1. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° vennootschap actief in de winningsindustrie: een vennootschap met, volledig of gedeeltelijk, activiteiten op het gebied van exploratie, prospectie, opsporing, ontwikkeling en winning van mineralen, aardolie, aardgas en andere stoffen, binnen de economische activiteiten die vallen onder sectie B, afdelingen 05 tot 08, van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 1983/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2;

2° vennootschap actief in de houtkap van oerbossen: een vennootschap met activiteiten in oerbossen die vallen onder sectie A, afdeling 02, groep 02.2, van dezelfde bijlage.

Art. 96/2. § 1. Genoteerde vennootschappen zoals bepaald in artikel 4, vennootschappen bedoeld in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° of 6°, alsook vennootschappen die meer dan één van de in artikel 16, § 1 vermelde criteria overschrijden, met dien verstande dat de criteria berekend worden op enkelvoudige basis tenzij deze vennootschap een moedervernootschap is, en die actief zijn in de winningsindustrie of de houtkap van oerbossen zoals bepaald in artikel 96/1, stellen elk jaar een verslag van betalingen aan overheden op waarvan de vorm en de inhoud bepaald worden door de Koning.

Tenzij het gaat om één van de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° of 6° bedoelde vennootschappen is deze afdeling niet van toepassing op:

1° de vennootschappen onder firma, de gewone commanditaire vennootschappen en de coöperatieve vennootschappen met onbeperkte aansprakelijkheid waarvan alle onbeperkt aansprakelijke vennoten natuurlijke personen zijn;

2° de economische samenwerkingsverbanden;

3° de landbouwvennootschappen;

4° de onder het recht van een lidstaat van de Europese Unie vallende vennootschappen die een dochtervennootschap of moedervernootschap zijn, indien de onderstaande voorwaarden vervuld zijn:

a) de moedervernootschap valt onder het recht van een lidstaat van de Europese Unie;

b) les paiements effectués au profit de gouvernements par ces sociétés figurent dans le rapport consolidé établi par la société mère conformément à l'article 119/1;

5° aux sociétés qui établissent un rapport sur les paiements aux gouvernements et le rendent public conformément aux exigences applicables aux pays tiers qui sont, en vertu de l'article 47 de la Directive 2013/34/UE transposée, jugées équivalentes à celles prévues dans la présente section. Ces sociétés sont tenues de le rendre public.

§ 2. Le rapport est déposé par les administrateurs ou gérants à la Banque Nationale de Belgique en même temps que les comptes annuels."

Art. 14. Dans l'article 97 du même Code, les mots "La présente sous-section n'est pas applicable:" sont remplacés par les mots "Sauf s'il s'agit des sociétés telles que visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4°, ou 6°, la présente sous-section n'est pas applicable:".

Art. 15. L'article 99 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 6 de la loi du 13 janvier 2006, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 99. Les petites sociétés non cotées ou les microsociétés ont la faculté de publier leurs comptes annuels établis, en vertu de l'article 93, alinéa 1^{er}, ou en vertu de l'article 93/1, alinéa 1^{er} respectivement, selon un schéma abrégé ou un microséma, dans ce schéma abrégé ou ce microséma."

Art. 16. Dans l'article 100 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 7 de la loi du 13 janvier 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° le texte actuel devient le paragraphe 1^{er};

2° les mots "Sont déposés en même temps que les comptes annuels et conformément à l'article 98:" sont remplacés par les mots "Dans les trente jours après l'approbation des comptes annuels et au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice, sont déposés par les administrateurs ou gérants auprès de la Banque nationale de Belgique:";

3° le 6° est complété par les mots " , sauf s'il s'agit des sociétés telles que visées à l'article 92, § 3, 1°, 2°, 4° ou 6°";

4° un 6°/1 est inséré, rédigé comme suit:

"6°/1 une liste des entreprises dans lesquelles la société détient une participation telle que définie à l'article 13. Pour chacune de ces entreprises les données suivantes sont mentionnées:

1° le nom, le siège et s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro d'entreprise qui lui a été attribué par la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° le nombre des droits sociaux détenus directement par la société et le pourcentage que cette détention représente, ainsi que le pourcentage de droits sociaux détenus par les filiales de la société;

3° le montant des capitaux propres et le résultat net du dernier exercice dont les comptes annuels sont disponibles.

Le nombre et le pourcentage des droits sociaux détenus sont, le cas échéant, mentionnés par catégories différentes de droits sociaux émis. Les mêmes informations sont données en ce qui concerne les droits de conversion et de souscription détenus directement ou indirectement.

Les montants des capitaux propres et du résultat net au cours du dernier exercice pour lequel les comptes annuels sont disponibles peuvent être omis, si l'entreprise concernée n'est pas tenue de publier ces données; cette exception n'est toutefois pas applicable aux filiales.

Les montants des capitaux propres et du résultat net des entreprises étrangères sont libellés en monnaie étrangère. Cette monnaie est mentionnée.

La liste susvisée est complétée, le cas échéant, par un aperçu des entreprises dans lesquelles la société assume une responsabilité illimitée en qualité d'associé ou membre à responsabilité illimitée.

Pour chacune des entreprises dans lesquelles la société assume une responsabilité illimitée, les données suivantes sont fournies: le nom, le siège, la forme juridique et s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro d'entreprise qui leur a été attribué par la Banque-Carrefour des Entreprises.

b) de door een dergelijke vennootschap aan overheden verrichte betalingen zijn opgenomen in het geconsolideerde verslag dat overeenkomstig artikel 119/1 door de moedervenootschap wordt opgesteld;

5° de vennootschappen die een verslag over de betalingen aan overheden opstellen en dit verslag openbaar maken overeenkomstig de verslaggevingsvereisten van een derde land die overeenkomstig artikel 47 van de omgezette Richtlijn 2013/34/EU als gelijkwaardig aan de vereisten van deze afdeling zijn beoordeeld. Deze vennootschappen zijn verplicht dit verslag openbaar te maken.

§ 2. Het verslag wordt door toedoen van de bestuurders of zaakvoerders tegelijkertijd met de jaarrekening neergelegd bij de Nationale Bank van België."

Art. 14. In artikel 97 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Deze onderafdeling is niet van toepassing op:" vervangen door de woorden "Tenzij het gaat om één van de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° of 6° bedoelde vennootschappen is deze onderafdeling niet van toepassing op:".

Art. 15. Artikel 99 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 13 januari 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 99. De niet-genoteerde kleine vennootschappen of microvennootschappen mogen hun jaarrekening, die respectievelijk krachtens artikel 93, eerste lid, of krachtens artikel 93/1, eerste lid, in een verkorte vorm of microvorm is opgesteld, in deze verkorte vorm of microvorm openbaar maken."

Art. 16. In artikel 100 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 13 januari 2006, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bestaande tekst wordt paragraaf 1;

2° de woorden "Tegelijk met de jaarrekening worden, overeenkomstig het bepaalde in artikel 98, neergelegd:" worden vervangen door de woorden "Binnen de dertig dagen nadat de jaarrekening is goedgekeurd en ten laatste zeven maanden na de datum van afsluiting van het boekjaar, worden door toedoen van de bestuurders of zaakvoerders neergelegd bij de Nationale Bank van België:";

3° de bepaling onder 6° wordt aangevuld met de woorden "tenzij het gaat om één van de in artikel 92, § 3, 1°, 2°, 4° of 6° bedoelde vennootschappen:";

4° een 6°/1 wordt ingevoegd, luidende:

"6°/1 een lijst van ondernemingen waarin de vennootschap een deelneming bezit zoals bepaald in artikel 13. Voor elk van deze ondernemingen worden de volgende gegevens vermeld:

1° de naam, de zetel en zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ondernemingsnummer dat haar werd toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° het aantal maatschappelijke rechten dat rechtstreeks door de vennootschap wordt gehouden en het percentage vertegenwoordigd door dit bezit, evenals het percentage maatschappelijke rechten gehouden door dochterondernemingen van de vennootschap;

3° het bedrag van het eigen vermogen en het nettoresultaat over het laatste boekjaar waarvoor de jaarrekening beschikbaar is.

Het aantal gehouden maatschappelijke rechten en het percentage dat ze vertegenwoordigen worden in voorkomend geval vermeld per soort van uitgegeven maatschappelijke rechten. Dezelfde gegevens worden verstrekt over de rechtstreeks of onrechtstreeks gehouden conversie- en intekenrechten.

Het bedrag van het eigen vermogen en het nettoresultaat over het laatste boekjaar waarvoor de jaarrekening beschikbaar is, mogen worden weggelaten indien de betrokken onderneming deze gegevens niet moet openbaar maken; deze uitzondering geldt evenwel niet voor dochterondernemingen.

Het bedrag van het eigen vermogen en van het nettoresultaat van de buitenlandse ondernemingen wordt uitgedrukt in vreemde munt. Deze munt wordt vermeld.

Aan voorvermelde lijst wordt in voorkomend geval toegevoegd: een overzicht van ondernemingen waarvoor de vennootschap onbepaald aansprakelijk is in haar hoedanigheid van onbepaald aansprakelijke vennoot of lid.

Voor elk van de ondernemingen waarvoor de vennootschap onbepaald aansprakelijk is, worden volgende gegevens verstrekt: de naam, de zetel, de rechtsvorm en zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ondernemingsnummer dat haar werd toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Les comptes annuels de chaque entreprise dans laquelle la société assume une responsabilité illimitée sont ajoutés à cet aperçu et publiés en même temps. À condition que ceci soit mentionné dans cet aperçu, cette disposition n'est pas applicable lorsque les comptes annuels de cette entreprise elle-même sont publiés d'une façon qui correspond à l'article 98 ou lorsqu'ils sont effectivement publiés dans un autre État membre de la CEE, conformément à l'article 3 de la directive 68/151/CEE. Cette disposition n'est applicable à la société de droit commun, la société momentanée et la société interne non plus.”;

5° un 6°/2 est inséré, rédigé comme suit:

“6°/2 le bilan social prescrit par la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi;”;

6° dans le 7°, le mot “autre” est inséré entre le mot “tout” et “document”;

7° l'article est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit:

“§ 2. Les données qui sont déjà fournies de façon distincte dans les comptes annuels ne doivent pas être mentionnées dans un document à déposer conformément à l'article 100.”;

8° l'article est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit:

“§ 3. Si les documents visés dans cet article n'ont pas été déposés tel que prévu dans la première phrase du § 1^{er}, le dommage subi par les tiers est, sauf preuve contraire, présumé résulter de cette omission.”.

Art. 17. L'article 101, alinéa 7, du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 17 de la loi-programme du 27 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit:

“Les montants visés à l'alinéa précédent sont ramenés à respectivement 120, 180 et 360 euros pour les petites sociétés ou les microsociétés qui font usage de la faculté visée à l'article 99 de publier leurs comptes annuels selon un schéma abrégé ou un microschéma.”.

Art. 18. Dans l'article 102 du même Code les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 19. Dans l'article 108 du même Code les modifications suivantes sont apportées:

1° le 2° est abrogé;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit:

“3° aux entreprises d'investissement visées à l'article 44 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, à l'exclusion des établissements visés à l'article 45 de cette loi;”;

3° l'article est complété par un 6°, rédigé comme suit:

“6° aux organismes de liquidation tels que visés à l'article 23, § 1^{er} de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, qui ne sont pas des établissements de crédit établis en Belgique, et aux organismes assimilés à des organismes de liquidation déterminés par le Roi en application de l'article 23, § 7 de la cette loi.”.

Art. 20. Dans l'article 112 du même Code, les mots “petit groupe” sont remplacés par les mots “groupe de taille réduite”.

Art. 21. Dans l'article 113, § 2, alinéa 2, 3°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans *a)*, les mots “la directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983” sont remplacés par les mots “la Directive 2013/34/UE”;

2° dans *b)* les mots “la directive 83/349/CEE” sont remplacés par les mots “la Directive 2013/34/UE” et les mots “ou en conformité avec les normes comptables internationales arrêtées en vertu du Règlement (CE) 1606/2002 ou de façon équivalente conformément au Règlement (CE) 1569/2007” sont insérés entre les mots “cette directive” et les mots “; ces comptes consolidés”.

Art. 22. Dans le livre IV, titre VI, chapitre II du même Code, il est inséré une section IV/1, comprenant les articles 119/1 et 119/2, rédigée comme suit:

“Section IV/1. Rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements.

De jaarrekening van elk van de ondernemingen waarvoor de vennootschap onbeperkt aansprakelijk is wordt bij dit overzicht gevoegd en samen hiermee openbaar gemaakt. Op voorwaarde dat zulks in dit overzicht wordt vermeld, is dit voorschrift echter niet van toepassing wanneer de jaarrekening van deze onderneming zelf wordt openbaar gemaakt op een wijze die strookt met artikel 98 of daadwerkelijk wordt openbaar gemaakt in een andere lidstaat van de EEG, overeenkomstig artikel 3 van Richtlijn 68/151/EEG. Dit voorschrift is evenmin van toepassing op een maatschap, tijdelijke handelsvennootschap of stille handelsvennootschap.”;

5° een 6°/2 wordt ingevoegd, luidende:

“6°/2 de sociale balans voorgeschreven door de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid;”;

6° in 7° wordt het woord “andere” ingevoegd tussen de woorden “alle” en “documenten”;

7° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

“§ 2. Informatie die reeds afzonderlijk in de jaarrekening wordt vermeld hoeft niet te worden herhaald in een document neer te leggen in toepassing van artikel 100.”;

8° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. Indien de stukken bedoeld in dit artikel niet werden neergelegd zoals bepaald in de eerste zin van § 1, wordt de door derden geleden schade, behoudens tegenbewijs, geacht voort te vloeien uit dit verzuim.”.

Art. 17. Artikel 101, zevende lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 17 van de programmawet van 27 december 2005, wordt vervangen als volgt:

“De in het vorig lid bedoelde bedragen worden teruggebracht tot respectievelijk 120, 180 en 360 euro voor de kleine vennootschappen of microvennootschappen die gebruik maken van de mogelijkheid bedoeld in artikel 99 om hun jaarrekening volgens het verkort schema of microschemata openbaar te maken.”.

Art. 18. Artikel 102, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 19. In artikel 108 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 2° wordt opgeheven;

2° de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt:

“3° beleggingsondernemingen bedoeld bij artikel 44 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, met uitsluiting van de instellingen bedoeld bij artikel 45 van deze wet;”;

3° het artikel wordt aangevuld met een 6°, luidende:

“6° de vereffeningsinstellingen bedoeld in artikel 23, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, die geen in België gevestigde kredietinstellingen zijn, en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen die door de Koning zijn aangeduid met toepassing van artikel 23, § 7, van deze wet.”.

Art. 20. In artikel 112 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “kleine groep” vervangen door de woorden “groep van beperkte omvang”.

Art. 21. In artikel 113, § 2, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in *a)* worden de woorden “de richtlijn 83/349/EEG van de Raad van 13 juni 1983” vervangen door de woorden “Richtlijn 2013/34/EU”;

2° in *b)* worden de woorden “83/349/EEG” vervangen door de woorden “2013/34/EU” en worden de woorden “of overeenkomstig de internationale standaarden voor jaarrekeningen die op grond van Verordening (EG) 1606/2002 zijn opgesteld of op een wijze die hiermee gelijkwaardig is overeenkomstig de Verordening 1569/2007” ingevoegd tussen de woorden “in overeenstemming met deze richtlijn” en de woorden “; deze geconsolideerde jaarrekening wordt”.

Art. 22. In boek IV, titel VI, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling IV/1 ingevoegd dat de artikelen 119/1 en 119/2 omvat, luidende:

“Afdeling IV/1. Geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden.

Art. 119/1. Les administrateurs ou gérants d'une société qui est tenue d'établir des comptes consolidés conformément aux articles 109 à 115 et qui est active dans les industries extractives ou l'exploitation des forêts primaires au sens de l'article 96/1, sont tenus d'établir chaque année un rapport consolidé sur les paiements effectués au profit de gouvernements, avec la forme et le contenu déterminés par le Roi. Cette obligation s'applique également aux sociétés qui sont tenues d'établir des comptes consolidés en vertu de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, ou en vertu de l'article 18 de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation.

Art. 119/2. Le rapport visé à l'article 119/1 est déposé par les administrateurs ou gérants à la Banque Nationale de Belgique en même temps que les comptes consolidés."

Art. 23. Dans l'article 121, alinéa 1^{er} du même Code, les mots "articles 100, 1^o" sont remplacés par les mots "articles 100, § 1^{er}, 1^o".

Art. 24. Dans le même Code il est inséré un article 122/1, rédigé comme suit:

"Art. 122/1. § 1^{er}. Le Roi peut adapter et compléter les règles qu'Il définit relatives à la forme et au contenu du rapport sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 96/2 et les règles relatives à la forme et au contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 119/1 selon les branches d'activités ou secteurs économiques.

§ 2. Le Roi peut, en ce qui concerne les sociétés qui ne dépassent pas une taille qu'Il définit, adapter et compléter les règles relatives à la forme et au contenu du rapport sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 96/2 et les règles relatives à la forme et au contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 119/1, ou exempter ces sociétés de tout ou partie de ces règles. Ces adaptations, ajouts et exemptions peuvent varier selon l'objet des arrêtés susvisés et selon la forme juridique des sociétés."

Art. 25. Dans le même Code il est inséré un article 123/1, rédigé comme suit:

"Art. 123/1. § 1^{er}. Le Roi peut adapter et compléter les règles qu'Il définit relatives à l'établissement et à la publicité du rapport sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 96/2 et les règles relatives à la forme et au contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements arrêtées en application de l'article 119/1 selon les branches d'activités ou secteurs économiques.

§ 2. Le Roi peut, en ce qui concerne les sociétés qui ne dépassent pas une taille qu'Il définit, adapter et compléter les règles relatives à l'établissement et à la publicité du rapport sur les paiements aux gouvernements arrêtées en vertu de l'article 96/2 et les règles relatives à l'établissement et à la publicité du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements arrêtées en vertu de l'article 119/1, ou exempter ces sociétés de tout ou partie de ces règles. Ces adaptations, ajouts et exemptions peuvent varier selon l'objet des arrêtés susvisés et selon la forme juridique des sociétés."

Art. 26. Dans l'article 125, paragraphe 1^{er} du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 4 de la loi du 22 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 3, le mot "commission" est remplacé par le mot "Commission";

2^o le paragraphe est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit:

"La société à laquelle la dérogation a été accordée, mentionne cette dérogation parmi les règles d'évaluation dans l'annexe aux comptes annuels."

Art. 27. Dans l'article 141 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 10 de la loi du 13 janvier 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots "Le présent chapitre n'est pas applicable:" sont remplacés par les mots "Sauf s'il s'agit d'une des sociétés visées à l'article 92, § 3, 1^o, 2^o ou 6^o ou d'une entreprise d'investissement ayant le statut de société de bourse en vertu de l'article 47, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, le présent chapitre n'est pas applicable:";

Art. 119/1. De bestuurders of zaakvoerders van een vennootschap die verplicht is om een geconsolideerde jaarrekening op te stellen overeenkomstig artikel 109 tot 115 en die actief is in de winningsindustrie of de houtkap van oerbossen zoals bepaald in artikel 96/1, stellen elk jaar een geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden op in de vorm en met de inhoud bepaald door de Koning. Deze verplichting geldt eveneens voor vennootschappen die op grond van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging, of op grond van artikel 18 van het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met deze instellingen gelijkgestelde instellingen, verplicht zijn een geconsolideerde jaarrekening op te stellen.

Art. 119/2. Het verslag bedoeld in artikel 119/1 wordt door toedoen van de bestuurders of zaakvoerders tegelijkertijd met de geconsolideerde jaarrekening neergelegd bij de Nationale Bank van België."

Art. 23. In artikel 121, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "artikelen 100, 1^o" vervangen door de woorden "artikelen 100, § 1, 1^o".

Art. 24. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 122/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 122/1. § 1. De Koning kan de regels door hem vastgelegd met betrekking tot de vorm en de inhoud van het verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 96/2 en van het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 119/1, aanpassen en aanvullen naar gelang van de bedrijfstakken of economische sectoren.

§ 2. De Koning kan voor bepaalde vennootschappen, die een door hem bepaalde omvang niet te boven gaan, de regels met betrekking tot de vorm en de inhoud van het verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 96/2 en van het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 119/1, aanpassen en aanvullen, alsmede die vennootschappen vrijstellen van de toepassing van alle of bepaalde van die regels. Deze aanpassingen, aanvullingen en vrijstellingen kunnen verschillen naar gelang van het voorwerp van de bedoelde besluiten en de rechtsvorm van de vennootschap."

Art. 25. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 123/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 123/1. § 1. De Koning kan de regels door hem vastgelegd met betrekking tot de opmaak en de openbaarmaking van het verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 96/2 en van het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 119/1, aanpassen en aanvullen naar gelang van de bedrijfstakken of economische sectoren.

§ 2. De Koning kan voor bepaalde vennootschappen, die een door Hem bepaalde omvang niet te boven gaan, de regels met betrekking tot de opmaak en de openbaarmaking van het verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 96/2 en het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden op grond van artikel 119/1, aanpassen en aanvullen, alsmede die vennootschappen vrijstellen van de toepassing van alle of bepaalde van die regels. Deze aanpassingen, aanvullingen en vrijstellingen kunnen verschillen naar gelang van het voorwerp van de bedoelde besluiten en de rechtsvorm van de vennootschap."

Art. 26. In artikel 125, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 22 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in de Franse tekst van het derde lid wordt het woord "commission" vervangen door het woord "Commission";

2^o de paragraaf wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende:

"De vennootschap waarvoor de afwijking werd toegestaan vermeldt deze afwijking onder de waarderingsregels in de toelichting bij de jaarrekening."

Art. 27. In artikel 141 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 13 januari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "Dit hoofdstuk is niet van toepassing op:" worden vervangen door de woorden "Tenzij het gaat om één van de in artikel 92, § 3, 1^o, 2^o, of 6^o, bedoelde vennootschappen of om een beleggingsonderneming met het statuut van beursvennootschap krachtens artikel 47, § 1, 1^o, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, is dit hoofdstuk niet van toepassing op:";

2° dans le texte néerlandais du 2°, les mots “niet genoteerde” sont remplacés par les mots “niet-genoteerde”.

Art. 28. L'article 144, alinéa 1^{er} du même Code, remplacé par l'article 11 de la loi du 13 janvier 2006, est complété par un 9°, rédigé comme suit:

“9° une mention indiquant si les documents à déposer conformément à l'article 100 reprennent, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, les informations requises par le présent Code;”.

Art. 29. L'article 151 du même Code est complété par un second alinéa, rédigé comme suit:

“Les réviseurs d'entreprise exercent les mêmes missions en ce qui concerne le bilan social visé à l'article 100, § 1, 6°/2.”.

Art. 30. Dans l'article 283 du même Code, tel que modifié par l'article 195 de la loi-programme du 2 août 2002, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Les comptes annuels, les rapports mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 5° et les informations qui sont déposées conformément à l'article 100, sont transmis aux associés, aux gérants et aux commissaires, conformément à l'article 269, alinéa 1^{er}.”.

Art. 31. Dans l'article 410 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Les comptes annuels, les rapports mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 4° et les informations qui sont déposées conformément à l'article 100, sont transmis aux associés conformément à l'article 381.”.

Art. 32. Dans l'article 553 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 202 de la Loi-programme du 2 août 2002, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Les comptes annuels, le rapport de gestion, le rapport des commissaires et les informations qui sont déposées conformément à l'article 100, sont mis à disposition conformément à l'article 535.”.

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi et du Code de droit économique*

Art. 33. Dans l'article 15, b), de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, l'alinéa 3, inséré par la loi du 7 mai 1999, est remplacé par ce qui suit:

“Toute entreprise qui peut être considérée comme petite en application des critères énoncés dans le Code des sociétés est tenue, si elle a établi et publié ses comptes annuels selon le schéma abrégé ou le microschéma, de communiquer au conseil d'entreprise les comptes annuels selon le schéma complet ainsi qu'un bilan social selon le schéma le plus détaillé. Ces comptes annuels et ce bilan social communiqués au conseil d'entreprise doivent également être communiqués à l'assemblée générale”.

Art. 34. Dans l'article 44 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises” sont remplacés par les mots “sur la base des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique”;

2° dans le même article, dans la version néerlandaise, le mot “publikatieverplichting” est remplacé par le mot “publicatieverplichting”.

Art. 35. Dans la même loi, il est inséré un article 45bis rédigé comme suit:

“Art. 45bis. Le bilan social visé au présent chapitre doit être déposé auprès de la Banque nationale de Belgique par les administrateurs ou gérants comme les autres documents prescrits par le Code des Sociétés.

À chaque compte annuel communiqué au conseil d'entreprise par ou en vertu de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, il y a lieu de joindre le bilan social.

À chaque compte annuel communiqué au Comité pour la prévention et la protection au travail par ou en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, il y a lieu de joindre le bilan social.

2° in de bepaling onder 2° worden de woorden “niet genoteerde” vervangen door de woorden “niet-genoteerde”.

Art. 28. Artikel 144, eerste lid van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 11 van de wet van 13 januari 2006, wordt aangevuld met de bepaling onder 9°, luidende:

“9° een vermelding die aangeeft of de documenten die overeenkomstig artikel 100 moeten worden neergelegd zowel qua vorm als inhoud de door dit Wetboek verplichte informatie bevatten.”.

Art. 29. Artikel 151 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“De bedrijfsrevisoren oefenen dezelfde taken uit met betrekking tot de in artikel 100, § 1, 6°/2, bedoelde sociale balans.”.

Art. 30. Artikel 283, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 195 van de programmawet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt:

“De jaarrekening, de verslagen vermeld in het eerste lid, 5° en de informatie die overeenkomstig artikel 100 wordt neergelegd, worden verzonden aan de vennoten, zaakvoerders en commissarissen overeenkomstig artikel 269, eerste lid.”.

Art. 31. In artikel 410 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De jaarrekening, de verslagen vermeld in het eerste lid, 4°, en de informatie die overeenkomstig artikel 100 wordt neergelegd, worden verzonden aan de vennoten overeenkomstig artikel 381.”.

Art. 32. Artikel 553, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij artikel 202 van de Programmawet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt:

“De jaarrekening, het jaarverslag, het verslag van de commissarissen en de informatie die overeenkomstig artikel 100 wordt neergelegd, worden ter beschikking gesteld overeenkomstig artikel 535.”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid en van het Wetboek van economisch recht*

Art. 33. In artikel 15, b), van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, wordt het derde lid, ingevoegd bij de wet van 7 mei 1999, vervangen als volgt:

“Wanneer een onderneming klein is overeenkomstig de criteria van het Wetboek van vennootschappen, en haar jaarrekening volgens het verkort schema of het microschematische heeft opgesteld en openbaar gemaakt, moet zij aan de ondernemingsraad een jaarrekening volgens het volledig schema alsook een sociale balans volgens het meest uitgebreide schema meedelen. Deze aan de ondernemingsraad meegeerde jaarrekening en sociale balans moeten ook aan de algemene vergadering worden meegegeed.”.

Art. 34. In artikel 44 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bij de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen” worden vervangen door de woorden “op basis van de artikelen III.82 tot III.95 van het Wetboek van economisch recht”;

2° in hetzelfde artikel wordt het woord “publikatieverplichting” vervangen door het woord “publicatieverplichting”.

Art. 35. In dezelfde wet wordt een artikel 45bis ingevoegd, luidende:

“Art. 45bis. De in onderhavig hoofdstuk bedoelde sociale balans moet door toedoen van de bestuurders of zaakvoerders zoals andere door het Wetboek van Vennootschappen voorgeschreven documenten worden neergelegd bij de Nationale Bank van België.

Bij elke jaarrekening die aan de ondernemingsraad wordt meegegeed bij of krachtens de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, moet de sociale balans gevoegd worden.

Bij elke jaarrekening die aan het Comité voor Preventie en Bescherming op het werk wordt meegegeed bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de medewerkers bij de uitvoering van hun werk, moet de sociale balans gevoegd worden.

Les règles concernant la communication des comptes annuels établies par ou en vertu des lois du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, s'appliquent intégralement au bilan social.

Art. 36. À l'article 46 de la même loi, modifié par la loi du 26 mars 1999, le quatrième tiret est remplacé par ce qui suit:

“- les modalités et conditions de publication et d'accès aux documents, ainsi que la communication de ceux-ci aux conseils d'entreprise, au Comité pour la prévention et la protection au travail, à la délégation syndicale et aux travailleurs. Pour le dépôt du bilan social, les entreprises suivent un modèle établi par la Banque nationale de Belgique qui est mis à disposition sur son site web. Ce modèle est adapté par la Banque nationale de Belgique aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.”

Art. 37. À l'article I.9 du Code de droit économique, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, le 36° est remplacé par ce qui suit:

“36° agent lié: un intermédiaire de crédit agissant pour le compte et sous la responsabilité entière et inconditionnelle:

- a) d'un seul prêteur ou
- b) de plusieurs prêteurs faisant partie d'un même groupe.”

Art. 38. Dans l'article III.90, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 17 juillet 2013, les mots “qui ne sont pas des entreprises au sens de l'article III.85” sont insérés entre les mots “d'exécution” et “sont”.

Art. 39. À l'article VII. 172 du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“La liste publiée par la FSMA indique:

- le cas échéant, le groupe dont le prêteur fait partie;
- pour chaque prêteur en crédit à la consommation, par référence à l'article VII.160, § 3, le type de crédits accordés.”

Art. 40. À l'article VII. 181 du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots “ou d'un prêteur en crédit hypothécaire” sont remplacés par les mots “ou d'un ou plusieurs prêteurs en crédit hypothécaire”;

b) dans l'alinéa 2, les mots “ou le prêteur contrôle” sont remplacés par les mots “ou le ou les prêteurs contrôlent”

2° dans le paragraphe 6, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots “du prêteur en crédit hypothécaire pour le compte duquel il agit” sont remplacés par les mots “du ou des prêteurs en crédit hypothécaire pour le compte desquels il agit”;

b) dans l'alinéa 2, les mots “Le prêteur contrôle” sont remplacés par les mots “Le ou les prêteurs contrôlent”.

Art. 41. À l'article VII.182, § 5, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, le 5° est remplacé par ce qui suit:

“5° pour les agents liés: le nom du ou des prêteurs en crédit hypothécaire auxquels ils sont liés et, le cas échéant, le groupe dont ces prêteurs font partie.”

Art. 42. À l'article VII. 186, § 5, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “d'un prêteur en crédit à la consommation” sont remplacés par les mots “du ou des prêteurs en crédit à la consommation pour le compte desquels il agit”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “Le prêteur contrôle” sont remplacés par les mots “Le ou les prêteurs contrôlent”.

Art. 43. À l'article VII.188, § 5, alinéa 3 du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, le 6° est remplacé par ce qui suit:

De regels met betrekking tot de mededeling van de jaarrekening die vastgesteld zijn bij of krachtens de wetten van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk gelden onverkort voor de sociale balans.

Art. 36. In artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999, wordt het vierde streepje vervangen als volgt:

“- de modaliteiten en voorwaarden van publicatie en toegang tot de documenten, evenals hun mededeling aan de ondernemingsraden, aan het Comité voor Preventie en Bescherming op het werk, aan de vakbondsafvaardigingen en aan de werknemers. De ondernemingen volgen voor de neerlegging van de sociale balans een model dat door de Nationale Bank van België wordt opgesteld en op haar website ter beschikking wordt gesteld. Dit model wordt door de Nationale Bank van België aan de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen aangepast.”

Art. 37. In artikel I.9 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, wordt de bepaling onder 36° vervangen als volgt:

“36° verbonden agent: een kredietbemiddelaar die handelt voor rekening van en onder de volle en onvoorwaardelijke verantwoordelijkheid van:

- a) slechts één kredietgever, of
- b) meerdere kredietgevers die behoren tot eenzelfde groep.”

Art. 38. In artikel III.90, § 2, eerste lid, van het zelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 juli 2013, worden de woorden “en die geen onderneming zijn in de zin van artikel III.85” ingevoegd tussen de woorden “ervan” en “moeten”.

Art. 39. In artikel VII. 172 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De door de FSMA bekendgemaakte lijst vermeldt:

- desgevallend de groep waartoe de kredietgever behoort;
- voor elke kredietgever inzake consumentenkrediet, met verwijzing naar artikel VII.160, § 3, het soort verstrekte kredieten.”

Art. 40. In artikel VII. 181 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “of van een kredietgever inzake hypothecair krediet” vervangen door de woorden “of van een of meerdere kredietgevers inzake hypothecair krediet”;

b) in het tweede lid worden de woorden “of de kredietgever oefent” vervangen door de woorden “of de kredietgever(s) oefenen”;

2° in paragraaf 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “van de kredietgever inzake hypothecair krediet voor wiens rekening hij handelt” vervangen door de woorden “van de kredietgever of kredietgevers inzake hypothecair krediet voor wiens rekening hij handelt”;

b) in het tweede lid worden de woorden “De kredietgever oefent” vervangen door de woorden “De kredietgever of kredietgevers oefenen”.

Art. 41. In artikel VII. 182, § 5, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

“5° voor de verbonden agenten: de naam van de kredietgever of kredietgevers inzake hypothecair krediet waarmee zij verbonden zijn en desgevallend de groep waartoe deze kredietgevers behoren.”

Art. 42. In artikel VII. 186, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “van een kredietgever inzake consumentenkrediet” vervangen door de woorden “van de kredietgever of kredietgevers inzake consumentenkrediet voor wiens rekening hij handelt”;

2° in het tweede lid worden de woorden “De kredietgever oefent” vervangen door de woorden “De kredietgever of kredietgevers oefenen”.

Art. 43. In artikel VII. 188, § 5, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 26 oktober 2015, wordt punt 6 vervangen als volgt:

“6° pour les agents liés: le nom du ou des prêteurs en crédit à la consommation auxquels ils sont liés et, le cas échéant, le groupe dont ces prêteurs font partie.”.

Art. 44. Dans l'article XV. 67/2 du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014, le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante:

“Pour les agents liés à plusieurs prêteurs faisant partie d'un même groupe, la FSMA radie l'agent du registre où il était inscrit, après avoir averti celui-ci au préalable, lorsqu'elle constate que l'agent n'est plus lié à aucun de ces prêteurs.”.

CHAPITRE 5. — *Modifications*
du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 45. Dans l'article 21, 13°, a, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi-programme du 10 août 2015, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 46. Dans l'article 69, § 1^{er}, alinéa 5, du même Code, inséré par la loi-programme du 10 août 2015, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 47. À l'article 14526, § 3, du même Code, rétabli par la loi-programme de 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”;

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit:

“Le pourcentage visé à l'alinéa 5 est porté à 45 p.c. pour les sommes visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a, affectées à la libération d'actions ou parts d'une société qui, pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle l'apport en capital a lieu, est une microsociété au sens de l'article 15/1 du Code des sociétés.”.

Art. 48. Dans l'article 184^{quater}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 49. Dans l'article 185^{quater} du même Code, inséré par la loi du 8 juin 2008 et modifié par la loi du 22 décembre 2009, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 50. Dans l'article 194^{quater}, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 2009, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 51. Dans l'article 196, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 juillet 2004 et modifié par la loi du 22 décembre 2009, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 52. À l'article 201 du même Code, modifié en dernier lieu par loi-programme de 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 10, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”;

2° dans l'alinéa 11, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

Art. 53. Dans l'article 2052, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 17 juin 2013, les mots “l'article 15 du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés”.

“6° voor de verbonden agenten: de naam van de kredietgever of kredietgevers inzake consumentenkrediet waarmee zij verbonden zijn en desgevallend de groep waartoe deze kredietgevers behoren.”.

Art. 44. In artikel XV. 67/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014, wordt paragraaf 4 aangevuld met de volgende zin:

“Voor de agenten die aan meerdere kredietgevers verbonden zijn die deel uitmaken van dezelfde groep, schrapt de FSMA de agent uit het register waarin hij was ingeschreven, na hem daarvan vooraf in kennis te hebben gesteld, wanneer zij vaststelt dat de agent met geen enkele van deze kredietgevers meer verbonden is.”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen*
van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 45. In artikel 21, 13°, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 46. In artikel 69, § 1, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 47. In artikel 14526, § 3, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de programmawet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”;

2° het zesde lid wordt vervangen door het volgende:

“Het in het vijfde lid vermelde percentage wordt verhoogd tot 45 pct. voor de in § 1, eerste lid, a, vermelde betalingen voor het verwerven van aandelen van een vennootschap die voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de kapitaalbreng wordt gedaan, een microvennootschap is in de zin van artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen.”.

Art. 48. In artikel 184^{quater}, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 49. In artikel 185^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 juni 2008 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2009, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 50. In artikel 194^{quater}, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 2009, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 51. In artikel 196, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 juli 2004 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2009, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 52. In artikel 201 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tiende lid worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”;

2° in het elfde lid worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 53. In artikel 2052, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2013, worden de woorden “artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen”.

Art. 54. Dans l'article 205^{quater}, § 6, du même Code, inséré par la loi du 22 juin 2005 et modifié par la loi du 22 décembre 2009, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 55. Dans l'article 217, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2012, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 56. Dans l'article 218, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 2009, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 57. Dans l'article 219^{ter}, § 7, du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 58. Dans l'article 269, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, inséré par la loi-programme du 28 juin 2013, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 59. Dans l'article 2753, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, a, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié par la loi du 17 juin 2013, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, du Code des sociétés tel qu'il existait avant d'être modifié par la loi du 18 décembre 2015 transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil".

Art. 60. Dans l'article 2757, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013, les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés".

Art. 61. Dans l'article 2758, § 2, alinéa 2, du même code, rétabli par la loi du 15 mai 2014 et modifié par la loi du 24 mars 2015, les mots "les dispositions de l'article 15, §§ 2 à 4, du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "les dispositions de l'article 15, §§ 3 à 5, du Code des sociétés".

Art. 62. À l'article 27510 du même Code, inséré par la loi-programme du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 2, 2^o les mots "l'article 15 du Code des sociétés" sont remplacés par les mots "l'article 15, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés" et les mots « dudit article 15 » sont remplacés par les mots "dudit article 15, §§ 1^{er} à 6";

2^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

"Le pourcentage prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à 20 p.c. lorsqu'à la fin de la période imposable l'employeur est une microsociété au sens de l'article 15/1 du Code des sociétés ou une personne physique qui répond par analogie aux critères de l'article 15/1 précité."

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 63. Les dispositions du chapitre 3 s'appliquent aux exercices commençant après le 31 décembre 2015, à l'exception des articles 15, § 2; 15/1, § 2 et 16, § 2, alinéa 2 du Code des Sociétés, tels qu'insérés par la présente loi, qui ne sont pas applicables, et ce pour une seule fois, au premier exercice commençant après le 31 décembre 2015.

L'article 45 est applicable aux prêts conclus par les emprunteurs au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

L'article 47 est applicable aux actions ou parts que les sociétés émettent au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

Les articles 46 et 48 à 58 sont applicables aux périodes imposables commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

Art. 54. In artikel 205^{quater}, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2005 en gewijzigd bij de wet 22 december 2009, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 55. In artikel 217, eerste lid, 3^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2012, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 56. In artikel 218, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 2009, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 57. In artikel 219^{ter}, § 7, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 58. In artikel 269, § 2, eerste lid, 1^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 28 juni 2013, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 59. In artikel 2753, § 1, derde lid, 2^o, a, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 17 juni 2013, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen zoals het bestond voor te zijn gewijzigd door de wet van 18 december 2015 tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad".

Art. 60. In artikel 2757, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013, worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 61. In artikel 2758, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 24 maart 2015, worden de woorden "de bepalingen uit artikel 15, §§ 2 tot 4, van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "de bepalingen uit artikel 15, §§ 3 tot 5, van het Wetboek van vennootschappen".

Art. 62. In artikel 27510 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de programmawet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het tweede lid, 2^o worden de woorden "artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "artikel 15, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen" en worden de woorden "het voormelde artikel 15" vervangen door de woorden "het voormelde artikel 15, §§ 1 tot 6";

2^o het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"Het in het eerste lid vermelde percentage wordt verhoogd tot 20 pct. wanneer de werkgever op het einde van het belastbaar tijdperk een microvennootschap is in de zin van artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen of een natuurlijk persoon is die op overeenkomstige wijze beantwoordt aan de criteria van het voormelde artikel 15/1."

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 63. De bepalingen van hoofdstuk 3 zijn van toepassing op de boekjaren die een aanvang nemen na 31 december 2015, met uitzondering van de artikelen 15, § 2; 15/1, § 2 en 16, § 2, tweede lid van het Wetboek van Vennootschappen, zoals ingevoerd door deze wet, die voor één keer niet van toepassing zijn op het eerste boekjaar dat een aanvang neemt na 31 december 2015.

Artikel 45 is van toepassing op de leningen die door de kredietnemers worden afgesloten in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

Artikel 47 is van toepassing op de aandelen die door de vennootschappen worden uitgeven in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

De artikelen 46 en 48 tot 58 zijn van toepassing voor de belastbare tijdperken die aanvangen vanaf 1 januari 2016.

Les articles 59, 60 et 62 sont applicables aux employeurs pour les rémunérations qu'ils paient ou attribuent au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

L'article 61 est applicable aux employeurs qui ont remis un formulaire au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 54-1444 (2015/2016)

Compte rendu intégral : 10 décembre 2015.

De artikelen 59, 60 en 62 zijn van toepassing op de werkgevers voor de bezoldigingen die zij betalen of toekennen in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

Artikel 61 is van toepassing op de werkgevers die een formulier hebben overgelegd in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-1444 (2015/2016)

Integraal verslag : 10 december 2015.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2015/11516]

18 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que le Gouvernement a l'honneur de Vous soumettre, vise en substance la transposition en droit belge de la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (ci-après : « la Directive »).

Cette Directive a déjà été transposée en partie en droit belge par la loi du 18 décembre 2015 transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil.

**Adaptations à l'arrêté royal du 30 janvier 2001
portant exécution du code des sociétés**

Certaines dispositions de la Directive entraînent cependant la nécessité d'adapter l'arrêté d'exécution du Code des sociétés (ci-après : « AR C.Soc. ») sur plusieurs points. A la suite de la suppression des rubriques du compte de résultats relatives aux produits et charges exceptionnels, les modifications à apporter dans le schéma complet et abrégé du compte de résultats et du compte de résultats consolidé,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2015/11516]

18 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat de Regering aan U voorlegt, beoogt hoofdzakelijk de omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (hierna: "Richtlijn").

De wet van 18 december 2015 tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, heeft deze Richtlijn reeds gedeeltelijk omgezet in Belgisch recht.

**Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 30 januari 2001
tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen**

Bepaalde voorschriften in de Richtlijn nopen echter tot aanpassingen van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van vennootschappen (hierna: "KB W.Venn."). Zo dienen, door de opheffing van de rubrieken van de resultatenrekening met betrekking tot de uitzonderlijke opbrengsten en kosten, belangrijke aanpassingen te worden aangebracht in het volledige en het verkorte schema van de resultatenrekening alsook in